



Communiqué de presse
12 juillet 2012

Déclaration finale de Rio+20 et le droit des femmes « l'avenir que nous ne voulons pas ! »

Dans la perspective, de la Conférence Mondiale des Nations Unies sur le Développement Durable, dite «Rio+20», «Femmes, Débat et Société», association de femmes qui s'engagent dans le débat public et promeut les valeurs et principes fondateurs du Développement Durable, avait organisé le 14 mai dernier au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), en partenariat avec le Club France Rio+20, chargé de fédérer les acteurs français en vue de la Conférence, **une rencontre thématique sur « Rio +20, les femmes et la gouvernance mondiale »**. Ce temps d'échanges privilégiés avait donné lieu au **lancement d'un « Appel pour Rio+20 de femmes en France¹ »**.

Aux lendemains de la Conférence mondiale qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, FDS organisait ce 2 juillet 2012 à Paris au CESE son Université d'été consacrée aux enseignements de RIO.

Il apparaît très clairement que les messages forts portés par FDS et par les signataires de cet appel auprès du Gouvernement français, et du Président de la République qui les avaient entendus, et bien que relayés dans les débats onusiens par Jean-Pierre Thébaud, Ambassadeur délégué à l'environnement, n'ont pas trouvé l'écoute qu'ils méritent et nécessitent.

L'Appel affirmait que le développement durable doit avoir une place centrale dans le système onusien via une **gouvernance mondiale du développement durable réformée** pour que celui-ci inspire le travail de toutes les institutions des Nations-Unies en respectant le poids grandissant des femmes dans l'engagement vers un monde plus durable.

FDS et les signataires de ce texte appelaient de leurs vœux la mise en place d'une organisation dédiée à l'environnement (de type Organisation Mondiale de l'Environnement – OME) et la réelle association des acteurs de la société civile, au premier rang desquelles les femmes, aux processus de décision.

Sur ce point, si malgré les efforts fournis, en particulier par la France et sa société civile, la déclaration finale ne retient pas la création d'une véritable agence mondiale de l'environnement, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sera toutefois renforcé, ce qui marque un (petit) pas dans le bon sens, reste à savoir quelle place sera faite aux femmes dans les organes de décisions...

Là où FDS ne saurait taire son indignation, concerne le sort qui a été fait au droit des femmes dans la déclaration finale de Rio+20 comme l'a souligné le « Groupe Majeur des femmes » pour exprimer sa désillusion sur les résultats de Rio+20 en la matière.

¹ http://www.femmes-debat-societe.com/Ing_FR_srub_9-FDS-Developpement-Durable.html

Alors que les droits reproductifs sont universellement reconnus comme des droits humains, que le lien entre développement durable et droits reproductifs a été reconnu dans l'Agenda 21 du sommet de la Terre de Rio en 1992 et par la suite dans le Programme d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) de 1994, les gouvernements et chefs d'Etat ont réussi **l'impensable et l'inacceptable : renégocier et finalement supprimer** du document final **les droits reproductifs des femmes** quand ceux-ci sont au cœur même de l'égalité des sexes et du développement durable !

Le document ne contient pas non plus d'engagement concret pour les droits des femmes à la propriété ou à l'héritage des terres. Cet état de fait doit être dénoncé, il apparaît tant d'un point de vue des droits humains, que d'un point de vue économique, comme totalement insensé d'exclure la moitié de la population mondiale de l'accès aux ressources... Cette mesure va à l'encontre même de la lutte contre la misère, dont les femmes souffrent notamment dans les pays en développement. Or, l'éradication de la pauvreté devait être un des sujets majeurs de Rio+20...

Pour FDS, ce qui dans la Déclaration finale de Rio+20 manifeste un recul en matière de droit des femmes et de leurs conditions de vie économique et sociale n'est autre que « l'avenir que nous ne voulons pas ! »

FDS, en bref

Créée en 1999 à Paris, l'association « Femmes, Débat & Société », réunit aujourd'hui près de 400 femmes, exerçant des responsabilités et venant de tous les horizons (économique, social, privé ou public, politique, associatif...). Toutes s'engagent dans le débat public et affichent la volonté de participer à la réflexion et à l'action pour l'avenir de la société.

L'objectif de FDS : faire valoir un regard féminin sur les grands problèmes de société ; favoriser la promotion des femmes dans les lieux de gouvernance publique ou privée, en France comme à l'international.

Contact presse : dorothee.jullian@voila.fr - 06.87.26.71.45
www.femmes-debat-societe.com